



NATIONS UNIES

CONSEIL

DE SECURITE LIBRAIRIE



JUL 22 1982

Distr.
GENERALE

S/15307
22 juillet 1982
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

UN/SA COLLECTION
LETTRE DATEE DU 22 JUILLET 1982, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL
DE SECURITE PAR LE CHARGE D'AFFAIRES P.I. DE LA MISSION PERMANENTE
DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD AUPRES DE
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de me référer à ma lettre du 9 avril 1982 (S/14963) et aux lettres de Sir Anthony Parsons datées du 24 avril 1982 (S/14997), du 28 avril 1982 (S/15006) et du 8 mai 1982 (S/15058). D'ordre du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, j'ai l'honneur de vous informer qu'une déclaration libellée comme suit a été faite ce jour à la Chambre des communes par Mme Margaret Thatcher, premier ministre du Royaume-Uni.

"Nous avons décidé de lever la Zone d'exclusion totale de 200 milles autour des îles Falkland, qui avait été établie le 30 avril. Le port et l'aéroport de Port Stanley, ainsi que la mer territoriale, sur trois milles autour des îles Falkland, restent cependant fermés aux navires et aéronefs commerciaux jusqu'à nouvel ordre pour des raisons de sécurité.

Notre avertissement du 7 mai indiquant que tout navire ou aéronef de guerre argentin se trouvant à plus de 12 milles de la côte argentine serait considéré comme hostile n'est plus en vigueur.

Mais les forces britanniques sont toujours habilitées à prendre toutes les mesures nécessaires pour se protéger contre des attaques de toute provenance dans l'Atlantique sud et pour défendre les îles Falkland et les dépendances conformément au droit inhérent de légitime défense reconnu à l'Article 51 de la Charte des Nations Unies. En particulier, et pour minimiser les risques de malentendu ou d'affrontement accidentel, nous avons demandé au Gouvernement argentin, par l'intermédiaire du Gouvernement suisse, de s'assurer que ses navires et aéronefs de guerre ne pénètrent pas dans une zone de 150 milles autour des îles, où ils représenteraient une menace potentielle pour nos forces. Les aéronefs et navires commerciaux argentins ont également été priés de ne pas pénétrer dans cette zone, sauf accord préalable du Gouvernement britannique, et aussi de rester à distance des autres dépendances britanniques dans l'Atlantique sud."

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

(Signé) Hamilton WHYTE